



Séminaire Régional
sur **les Déplacements
Urbains en Méditerranée**

Sous le thème

QUALITÉ DE VIE ET COMPÉTITIVITÉ DES VILLES : **UN DÉFI POUR LES POUVOIRS PUBLICS**

22 & 23 janvier 2008, Skhirat, Maroc

Le financement des transports publics urbains en France

Patricia Varnaison Revolle - Certu

- **L'année 2006**
- **Les évolutions 2001 - 2006**
- **Les perspectives à venir**



L'année 2006



2008

Séminaire Régional
sur **les Déplacements
Urbains en Méditerranée**

Sous le thème
QUALITÉ DE VIE ET COMPÉTITIVITÉ DES VILLES : **UN DÉFI POUR LES POUVOIRS PUBLICS**

The logo features a stylized globe with red, blue, and green segments, enclosed in a bracket with the year '2008' written vertically to its left. Below the logo, the text 'Sous le thème' is followed by the main theme in bold: 'QUALITÉ DE VIE ET COMPÉTITIVITÉ DES VILLES : UN DÉFI POUR LES POUVOIRS PUBLICS'.

15 milliard d'€ de ressources globales en 2006

Le financement des TPU en France en 2006 *en millions d'€*



→ Des ressources globales équivalentes entre Paris et province

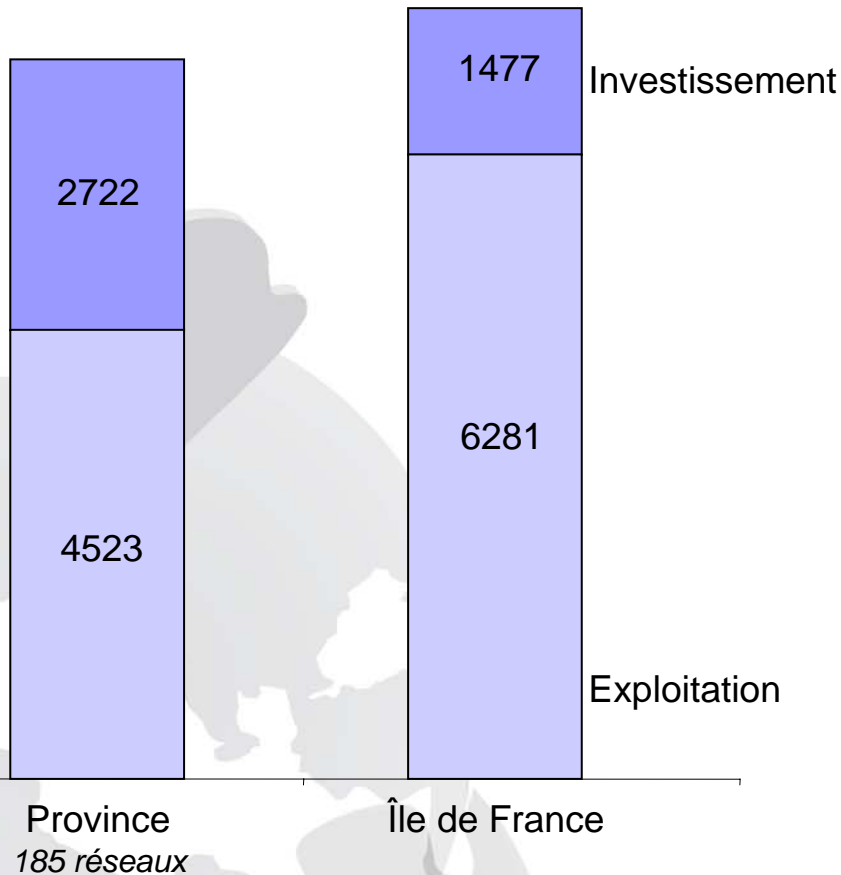
52 % Paris et Île de France

48 % province



Des ressources qui financent l'investissement et l'exploitation des réseaux

**Le financement des TPU
en France en 2006**
en millions d'€

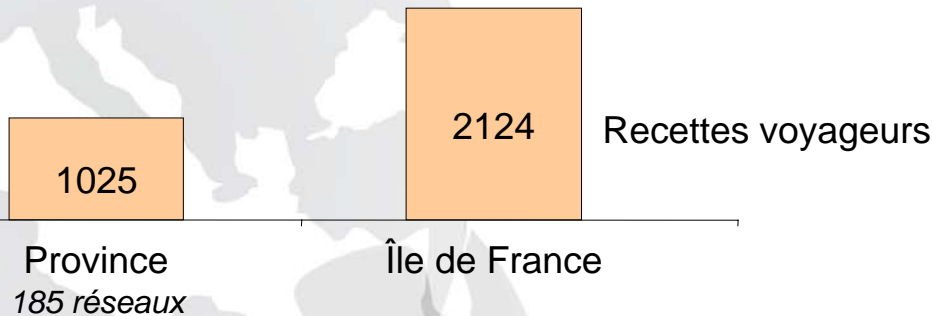


- Des investissements sensiblement plus forts en province
- Mais des sources de financement assez différentes



Deux fois plus de recettes voyageurs en Île de France qu'en province

Le financement des TPU en France en 2006 *en millions d'€*

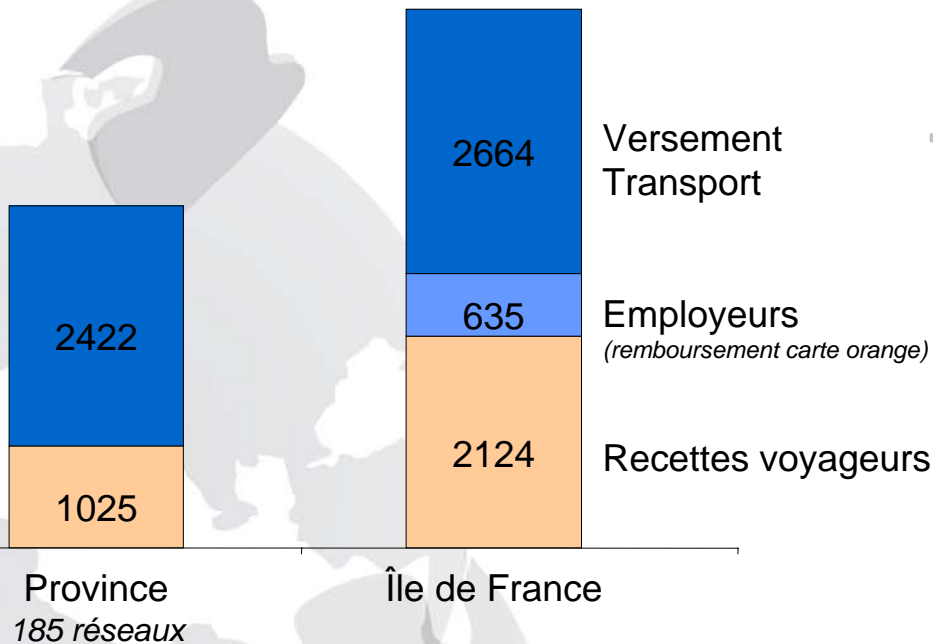


- Les recettes représentent
14 % des ressources en province
27 % en Île de France



Une contribution forte des employeurs privés et publics

Le financement des TPU en France en 2006 *en millions d'€*



- Le versement transport est une taxe sur la masse salariale des entreprises
- Le produit du VT est similaire en province et en Île de France
- Mais les employeurs d'Île de France remboursent 50 % de la carte orange à leurs employés
- Au final les employeurs contribuent au financement des TPU à
 - 33 % en province
 - 43 % en Île de France



Le versement transport - une spécificité française

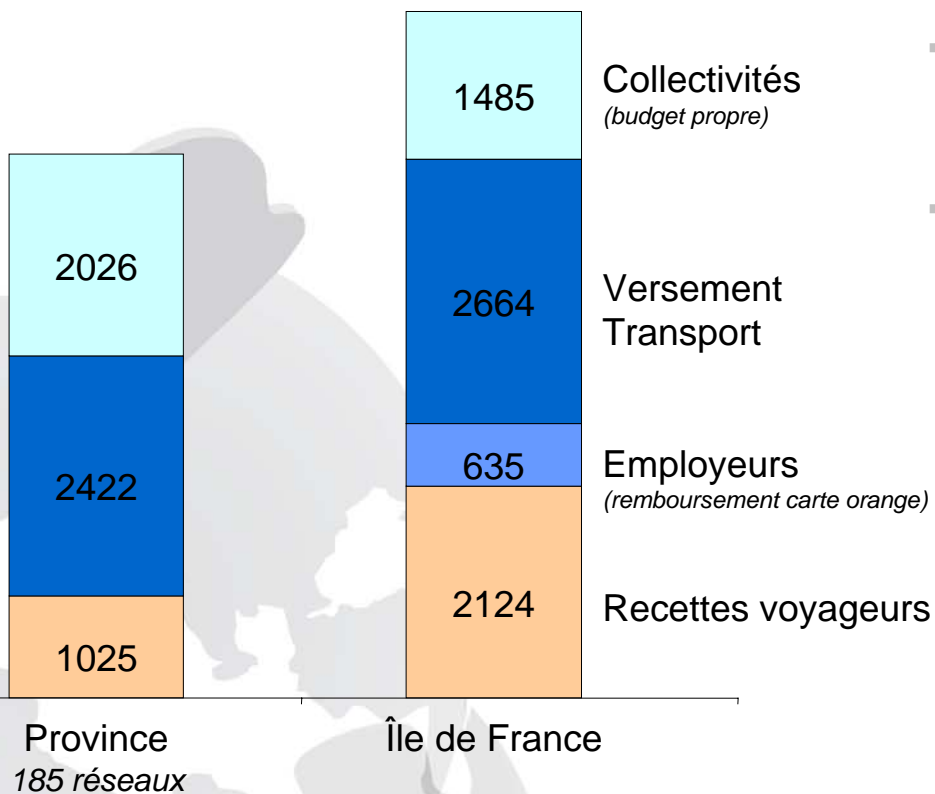
- Une taxe sur la masse salariale des entreprises publiques et privées de plus de 9 salariés
- Réseaux de plus de 10 000 habitants (PTU)
- Depuis 1971 en région Île de France, étendu à la province en 1973
- Taux décidé par la loi de finances en Île de France, variant de 1,4 % à 2,6% de la masse salariale selon les départements
- Taux décidé par les autorités organisatrices en province, avec un taux maximal à respecter

	Taux maximal
Agglomération de 10 000 à 100 000 habitants	0,55%
Agglomération de plus de 100 000 habitants	1%
Agglomération ayant décidé de réaliser une infrastructure de transports collectif en mode routier ou guidé	1,75%
Bonus intercommunalité	0,05%



Les collectivités territoriales contribuent plus en province qu'en Île de France

Le financement des TPU en France en 2006 *en millions d'€*

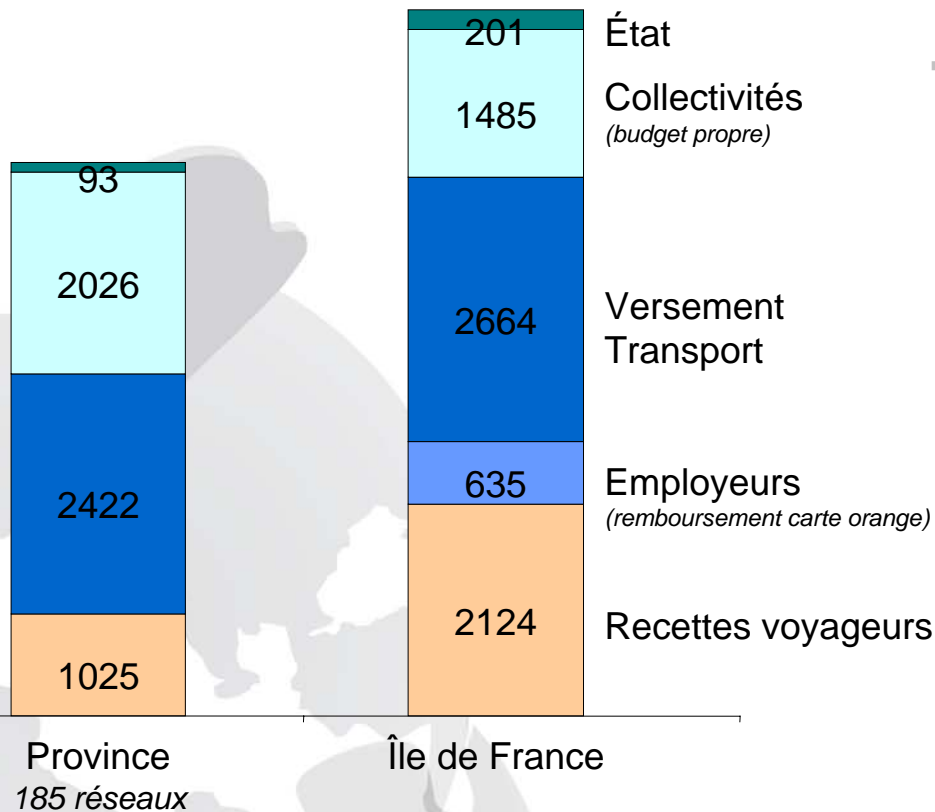


- La décentralisation des TPU est plus ancienne en province
- Les collectivités territoriales financent les TPU à
28 % en province
19 % en Île de France



L'État est un financeur mineur des transports publics urbains

**Le financement des TPU
en France en 2006**
en millions d'€

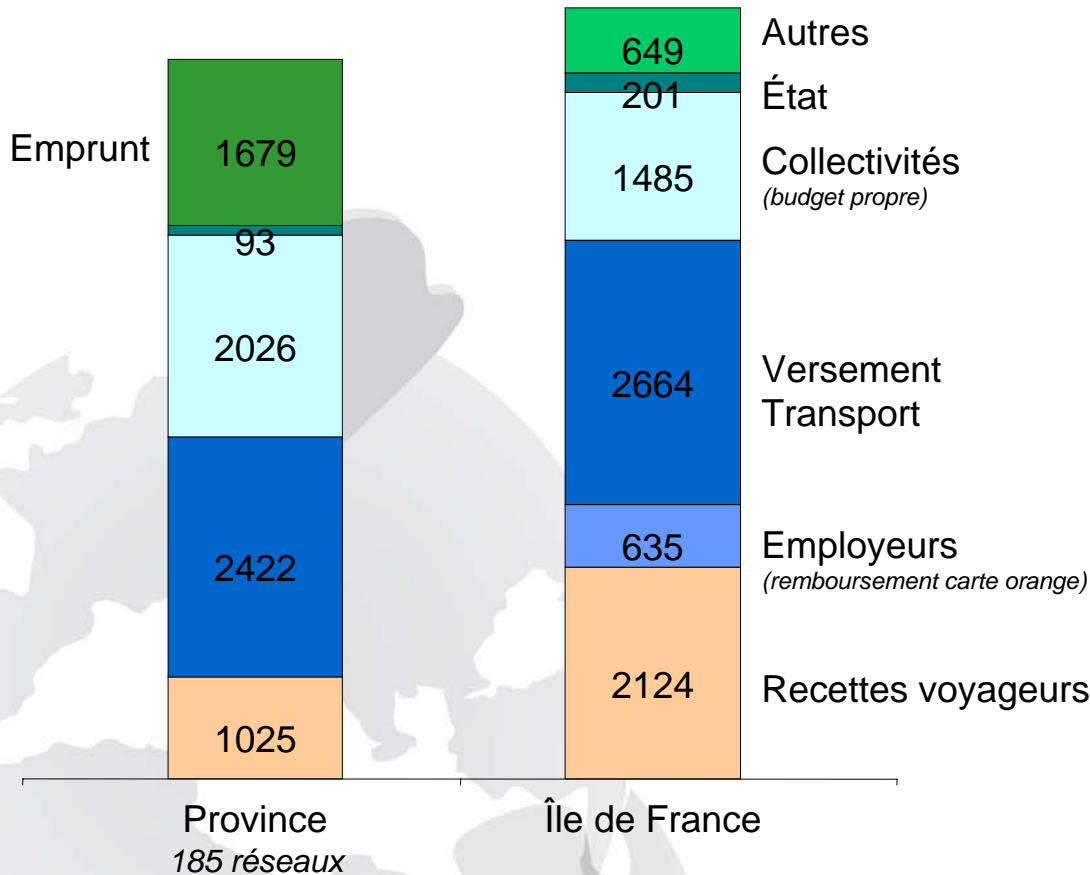


→ Même si la part de l'État est deux fois plus importante en Île de France qu'en province, elle reste globalement faible



Les autres sources de financement

**Le financement des TPU
en France en 2006**
en millions d'€



→ Les agglomérations de province recourent de façon importante à l'emprunt pour financer les projets de TCSP (23 % des financements)

→ La région Île de France bénéficie de sources de financement que n'a pas la province

50 % du produit des amendes de police

Contributions des entreprises (RATP et SNCF)



Les évolutions 2001 - 2006



2008

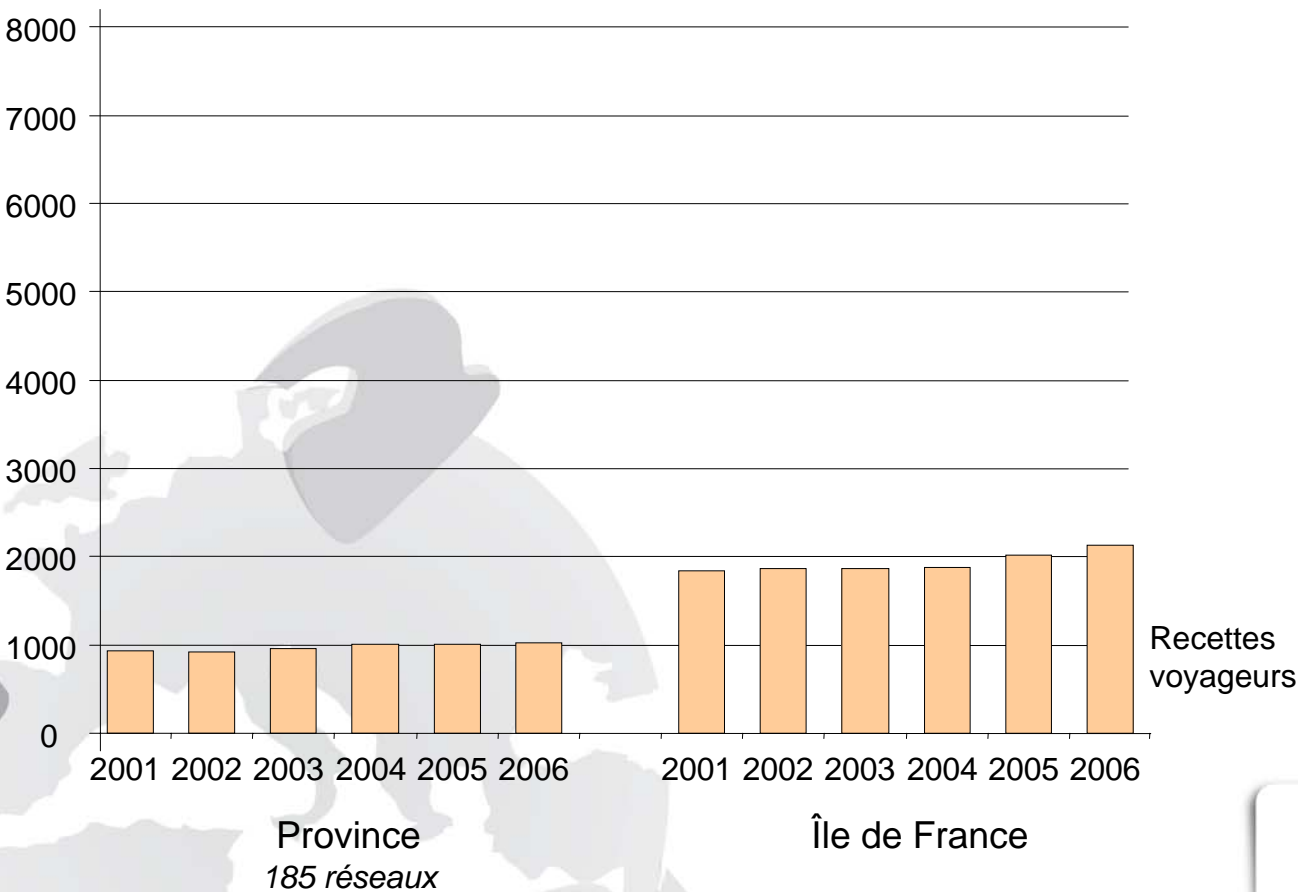
Séminaire Régional
SUR **les Déplacements
Urbains en Méditerranée**

Sous le thème
QUALITÉ DE VIE ET COMPÉTITIVITÉ DES VILLES : **UN DÉFI POUR LES POUVOIRS PUBLICS**

The logo features a stylized globe with colored continents (red, blue, green, orange) and the year '2008' written vertically to its left. The text is arranged in a structured layout within a rounded rectangular box.

Des recettes plutôt stables

Les évolutions - en millions d'€

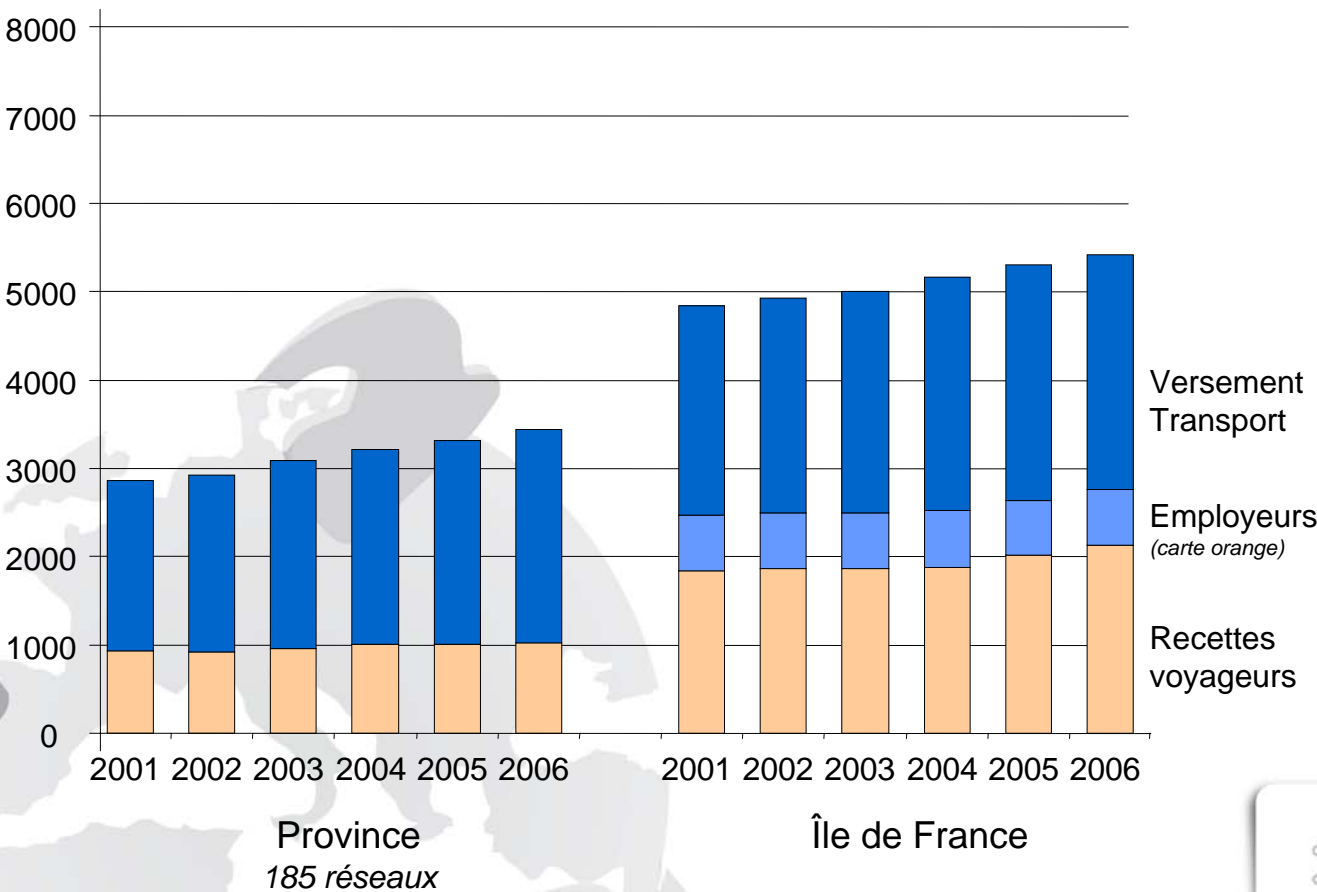


- Les recettes voyageurs sont très stables en province alors que les besoins de financement ont augmenté
- Les recettes ont augmenté en Île de France suite à une revalorisation tarifaire récente



Une hausse sensible du VT en province

Les évolutions - en millions d'€

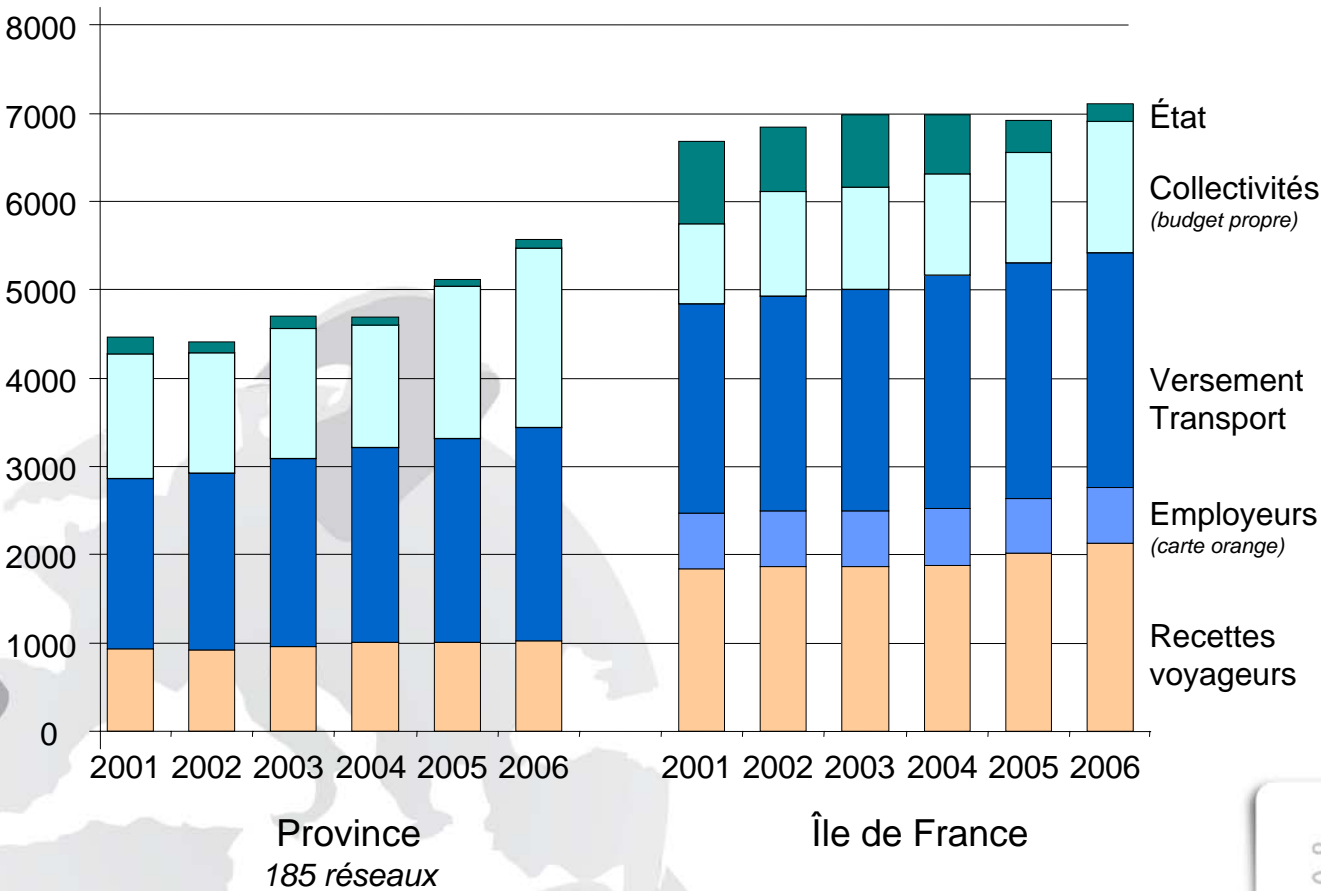


- La hausse du versement transport est sensible en province, elle est liée à l'augmentation des taux du VT par les agglomérations ayant un projet de tramway ou BHNS
- La hausse est plus modeste en Île de France



Désengagement de l'État au profit du STIF en Île de France

Les évolutions - en millions d'€

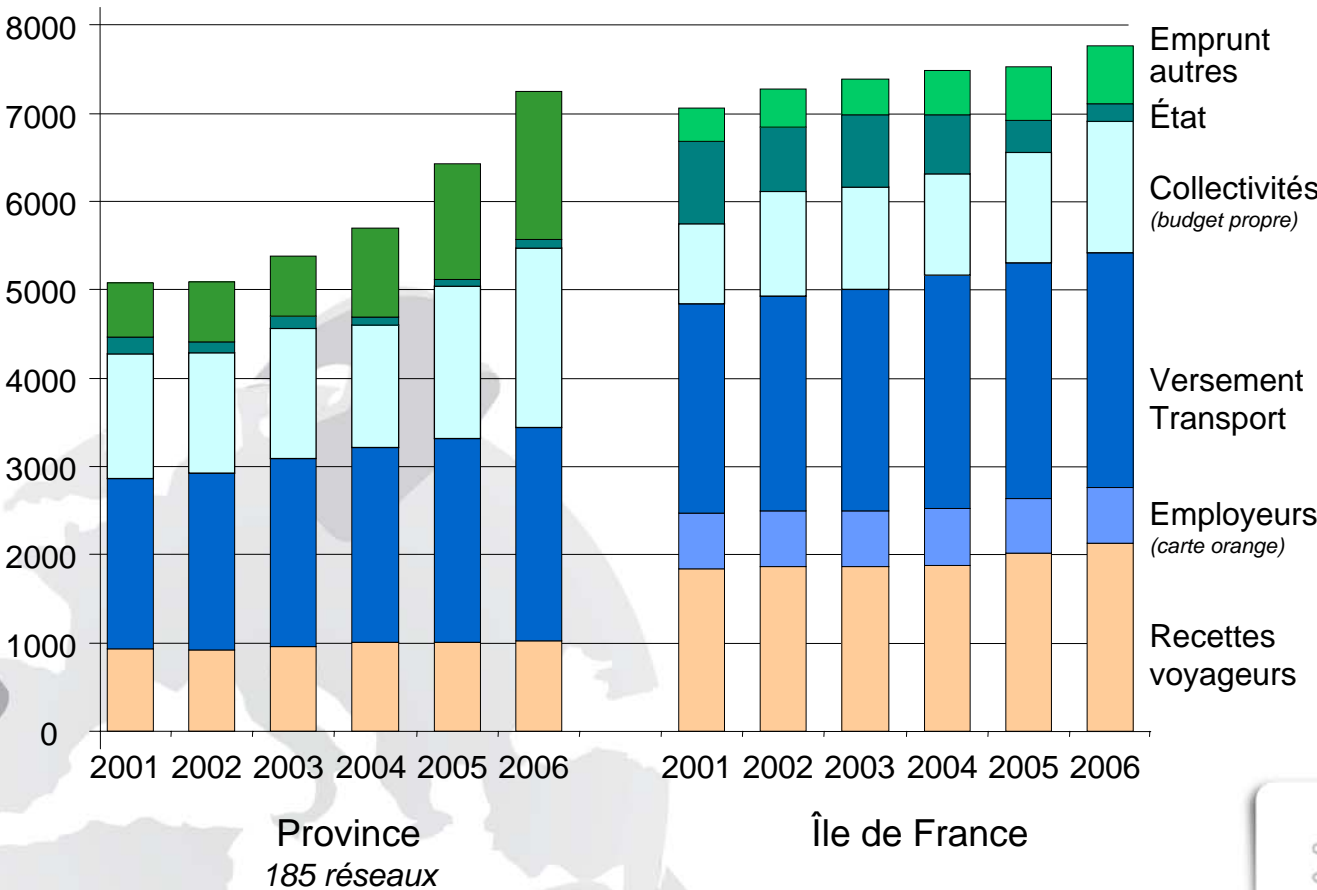


- La part des collectivités territoriales a fortement augmenté en province
- Cette part a aussi augmenté en Île de France en compensation du retrait de l'État
- Arrêt en 2003 des subventions d'investissement de l'État pour les nouveaux projets en province



Une augmentation très forte des besoins en province

Les évolutions - en millions d'€



→ Un recours à l'emprunt important en province et en progression

- mises en services de tramways et BHNS
- cycle des élections municipales

2008

Séminaire Régional
SUR les Déplacements
Urbains en Méditerranée

Sous le thème
QUALITÉ DE VIE ET COMPÉTITIVITÉ DES VILLES : UN DÉFI POUR LES POUVOIRS PUBLICS

L'effet élections municipales sur les mises en services de tramways et BHNS et les financements

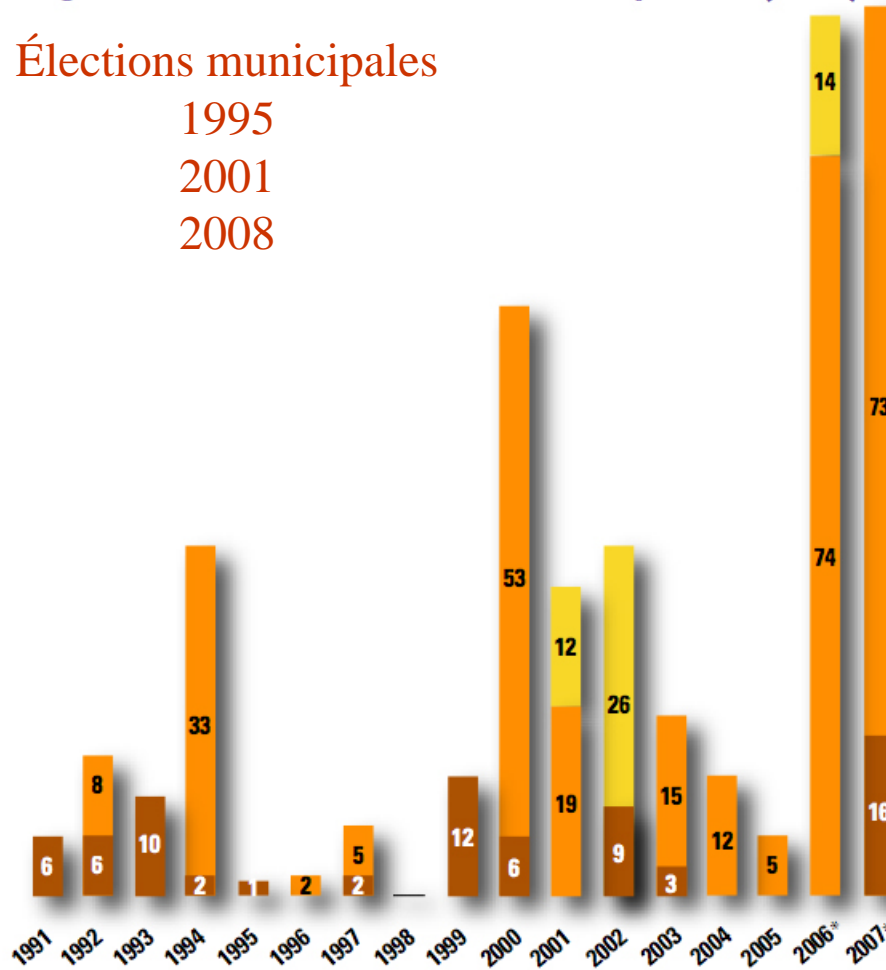
Longueur des infrastructures mises en service depuis 1991 (en km)

Élections municipales

1995

2001

2008



Source : Certu-Cete de Lyon - 2005

* estimation Certu

- L'effet n'existe pas en Île de France
- L'autorité organisatrice des transports est de niveau régional et non municipal



Séminaire Régional
sur les Déplacements
Urbains en Méditerranée

Sous le thème

QUALITÉ DE VIE ET COMPÉTITIVITÉ DES VILLES : UN DÉFI POUR LES POUVOIRS PUBLICS

Les perspectives à venir



2008

Séminaire Régional
SUR **les Déplacements
Urbains en Méditerranée**

Sous le thème
QUALITÉ DE VIE ET COMPÉTITIVITÉ DES VILLES : **UN DÉFI POUR LES POUVOIRS PUBLICS**

Perspectives du financement en France

- Des besoins en hausse, en particulier en province
- Des marges d'augmentation du produit du VT faibles
- Suite au « Grenelle de l'environnement - novembre 2007 », l'État devrait à nouveau financer les projets en province, à hauteur d'environ 25 %
- Des réflexions sur une rationalisation des dépenses et la recherche de nouvelles sources de financement

